

Quand le ministre de l'agriculture enterre un rapport d'orangeant sur les pesticides

Dossier de la rédaction de H2o
March 2022

À

France Nature Environnement a eu accès à un rapport encore confidentiel remis au ministre de l'Agriculture. Ce rapport dresse un diagnostic complet et un bilan très décevant des 14 dernières années d'actions politiques en matière de réduction de l'usage des pesticides. Il n'a jamais été rendu public et pourtant les auteurs font état de solutions réalisables rapidement applicables. Trois scénarios sont proposés pour rendre enfin crédible l'action publique en matière de pesticides. À l'occasion de la Semaine pour les alternatives aux pesticides, la fédération rend public ce rapport afin que les candidats à la présidentielle puissent se saisir du sujet et que le prochain quinquennat démarre sur de meilleures bases.

Un rapport dissimulé par le ministre de l'Agriculture pour masquer ses échecs - En juillet 2020, le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie missionne des experts du ministère de l'Agriculture, du ministère de l'Énergie et de l'Inspection générale des finances sur l'efficience des fonds publics dédiés à la réduction de l'usage des pesticides. En mars 2021, le rapport est remis mais non rendu public, alors que des recommandations pouvaient être appliquées dès 2021, en particulier celles visant la réorientation des subventions de la politique agricole européenne (9 milliards d'euros pour l'agriculture française chaque année), politique qui se négociait alors. Après plusieurs demandes et saisine de la Commission d'accès aux documents administratifs, France Nature Environnement a pu se procurer ledit rapport. À

"La machine Agrophyto est grippée, il faut davantage accompagner l'agriculture biologique" - Les recommandations du rapport sont à mettre en parallèle avec les résultats de ces cinq dernières années. "Il est clair qu'après les grandes ambitions et actions intéressantes au début du quinquennat avec les objectifs généraux de l'Alimentation, la loi Alimentation et la mise à jour du plan Agrophyto, les efforts se sont rapidement essoufflés et les renoncements ont été nombreux avec la poursuite de l'utilisation des néonicotinoïdes et du glyphosate et l'absence de la diminution d'usage global des pesticides sensibles tendre vers le -50 % à 2025", analyse Thibault Leroux, chargé de mission Agriculture à France Nature Environnement. Pour Claudine Joly, qui suit le dossier Pesticides à France Nature Environnement : "Le résultat des fermes DEPHY et le développement de l'agriculture biologique démontrent qu'une réduction forte est possible. Il faut aujourd'hui massifier les pratiques économiques en les soutenant réglementairement là où cela est nécessaire et financièrement de façon générale tout en préférasant les mauvaises pratiques. Le rapport mentionne que si 25 % de la surface agricole française passait du conventionnel à l'agriculture biologique, près de la moitié de l'objectif de réduction de 50 % de l'usage des pesticides serait atteinte. Qu'attend le gouvernement pour conforter cette agriculture alors que l'on voit au contraire disparaître l'aide au maintien de l'agriculture biologique dans la nouvelle PAC ?" Le rapport fait ainsi état des 643 millions d'euros mobilisés chaque année par la France (chiffre pour 2019) pour atteindre les objectifs de -50 %, alors que l'État affiche jusqu'ici un montant annuel de 71 millions d'euros. Malgré ces fortes dépenses, l'usage des pesticides a augmenté de 13 % en 10 ans. Il est encore temps que la France réoriente l'ensemble des fonds publics, y compris ceux de la politique agricole européenne qui sont souvent contre-productifs, vers une agriculture vertueuse et économique en pesticides de synthèse.

France Nature Environnement - communiqué

Évaluation des actions financières du programme Agrophyto - rapport